

J'aimerais mentionner certains chiffres qui proviennent de Statistique Canada. Au cours de l'année financière 1967-1968, les impôts provenant des revenus des particuliers et des sociétés représentaient 6 p. 100 du PNB. En 1978, ces mêmes impôts représentent 12 p. 100 de notre PNB. Le PNB a grossi, évidemment, mais les impôts sur les revenus des particuliers et des sociétés ont doublé.

La part d'impôt que le gouvernement d'en face arrache aux salariés, à ceux qui cherchent à réaliser des profits et à ceux qui sont prêts à prendre des risques au Canada a doublé. Les dépenses du gouvernement ont passé de 13.6 p. 100 du PNB en 1967-1968 à 26.8 p. 100 du PNB dix ans plus tard. C'est révoltant et inacceptable. Bien que cela puisse paraître moins important, il faut signaler que le pourcentage des revenus bruts que le gouvernement recueille sous forme d'impôts sur les revenus des particuliers et des sociétés est passé de 50 p. 100 à 59 p. 100 au cours des dix dernières années. Les impôts des Canadiens ont augmenté de façon déraisonnable.

Cela nous amène à une question de philosophie politique. Un gouvernement est élu pour fournir les services publics essentiels, c'est tout, si nous croyons aux principes de la libre démocratie. Un gouvernement qui n'impose aucun fardeau à la société et qu'on pourrait qualifier d'une forme très extrême de gouvernement de droite n'est pas vraiment un gouvernement. C'est le chaos. Par contre, un gouvernement qui veut prendre tous les revenus gagnés par les Canadiens pour ses fins est une forme de gouvernement d'extrême gauche. C'est pire que le socialisme démocratique.

Il y a un niveau optimal d'imposition par rapport au PNB. Ce niveau optimal a certes été inférieur à 6 p. 100 pendant des décennies au Canada. Au cours de la dernière décennie, il a doublé au point d'atteindre 12 p. 100. La population canadienne n'est plus disposée à endurer cela.

J'ai déjà dit que le gouvernement ne nous donnait pas tous les faits. Quand il présente un budget ou envoie des communiqués de presse aux media et qu'il représente de façon schématique la part du gâteau économique que recevra chaque secteur, les renseignements qu'il fournit devraient être exacts.

J'ai vu la semaine dernière dans la Presse canadienne un schéma de ce genre où figuraient deux dollars, un dollar pour les dépenses et un dollar pour les recettes. Malheureusement, il s'agissait de deux parts égales. De fait, le gouvernement dépensera cette année \$1.35 pour chaque dollar qu'il recevra. C'est ce que le gouvernement devrait dire aux Canadiens, à mon avis. L'Hôtel des monnaies devra bientôt commencer à imprimer des dollars en caoutchouc parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de s'en sortir.

Dans le schéma remis à la presse la semaine dernière, le dollar des dépenses comprenait une pointe de 14 p. 100 où il était écrit «dette». Il ne s'agit pourtant pas de la dette. Il s'agit plutôt du service de la dette nationale. Le schéma donne l'impression que la dette nationale représente 14 p. 100 du budget du gouvernement pour l'année qui vient. C'est faux. Elle représente de fait 35 p. 100 du budget du gouvernement, sans compter les frais d'intérêt qui s'élèveront à plus de 8 milliards et demi de dollars pendant l'année qui vient.

Le gouvernement doit être honnête envers les Canadiens. Il doit leur dire quels sont les éléments de la dette nationale brute, qui dépasse maintenant 70 milliards de dollars et dont

plus de la moitié a été accumulée depuis 10 ans, c'est-à-dire depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

Quelle partie de la dette a été contractée à l'extérieur du Canada? Quelle partie provient du gaspillage dont le vérificateur général nous donne de nombreux exemples? Quelle partie de la dette se présente sous forme de billets canadiens, d'obligations d'épargne du Canada et de dépôts à terme dans des banques canadiennes? Les Canadiens devraient savoir quelle est l'étendue de nos obligations envers les puissances économiques étrangères. En outre, le gouvernement devrait en aviser les Canadiens si le public cessait tout à coup d'avoir confiance dans les obligations d'épargne du gouvernement canadien.

Qu'arriverait-il alors à l'économie nationale? Pouvons-nous continuer à compter sur les obligations d'épargne du Canada pour tirer d'embarras un gouvernement dont les dépenses sont aussi élevées que la dette nationale? Il n'y a pas de capitaux spéculatifs au Canada. Tous les capitaux sont engagés dans des obligations et des dépôts à terme. Nous devons donc continuer à encourager l'investissement étranger au Canada. Tant qu'il y aura des vieilles dames du Connecticut et des financiers d'Allemagne de l'Ouest qui sont prêts à courir des risques que les Canadiens ne veulent pas prendre, nous devons continuer à accepter qu'ils investissent au Canada, parce que ces investissements produisent des emplois.

Si le profit est réalisé ailleurs, qu'y pouvons-nous tant que les Canadiens n'auront pas repris en main leur propre économie? Pourquoi serions-nous des débiteurs dans un monde où il existe des créanciers? Pourquoi serions-nous des débiteurs quand notre pays renferme d'aussi énormes ressources naturelles dont à faire profiter nos compatriotes et la population du reste du monde?

Revenons aux rudiments de l'économie. Parlons de budgets équilibrés. N'allons pas dire que c'est un rêve. Si nous ne croyons pas que nous pouvons équilibrer le budget d'exploitation annuelle du pays, ne parlons plus de démocratie, car elle ne fonctionne tout simplement plus quand on commence à élever des frontières, à emprunter à l'étranger et à s'endetter pour surnager.

Mon temps est écoulé, je crois, ou m'en reste-t-il encore?

M. Paproski: Continuez.

M. Siddon: J'ai cité quelques statistiques pour montrer que la charge fiscale imposée aux Canadiens ordinaires a doublé au cours de la dernière décennie. A mesure que la charge fiscale des salariés et des investisseurs augmente, qu'advient-il de l'efficacité? L'efficacité diminue, parce que les gouvernements dépensent à tort et à travers le produit du dur labeur des travailleurs.

Qu'advient-il du gaspillage à mesure que les impôts augmentent? Il est facile d'obtenir de l'argent si on se contente de le soutirer aux salariés canadiens ou de l'emprunter de l'Allemagne de l'Ouest ou d'ailleurs, peu importe. Le gouvernement est devenu prodigue. Quand les gouvernements deviennent inefficaces et prodigues, ils ont tendance à dissimuler. Le député de Peace River (M. Baldwin) en a dit long au sujet de la manie du secret du gouvernement et de sa façon de cacher aux Canadiens qui se trouvent ici, au Parlement, les motifs des décisions relatives aux dépenses gouvernementales.